

Le nouveau poids économique du Japon - et, de plus en plus, des nouveaux pays industriels - fait qu'il est essentiel que ces pays assument des responsabilités plus grandes au sein des institutions économiques internationales. C'est là un processus que nous encourageons dans notre dialogue avec eux.

Un jour, nous verrons peut-être se former une institution économique panrégionale des pays de la bordure du Pacifique. Ce concept me tient à coeur. On parle déjà d'une "OCDE du Pacifique." Quelque forme qu'elle prenne au bout du compte, cette institution sera une entité nouvelle et unique qui reflétera les particularités et les besoins de la région. Et je pense que l'OCDE elle-même devrait, par sa composition et par ses activités, refléter davantage de son côté le dynamisme du Pacifique.

Durant votre conférence, vous discuterez en outre de l'avenir plus prometteur des relations Est-Ouest. Peut-être le titre d'une conférence prochaine de Wilton Park - "L'Europe des années 1990: la fin de l'après-guerre?" - est-il révélateur. La dynamique enclenchée par le Sommet Reagan-Gorbatchev et la signature du Traité INF, le premier accord de réduction des armements de l'après-guerre, nous donne des motifs d'espoir. Mais il nous faut également être réalistes.

Il va sans dire que M. Gorbatchev n'est pas un démocrate libéral. Il ne veut pas refaçonner l'Union soviétique à l'image occidentale. Son objectif primordial consiste à restructurer l'économie soviétique pour la moderniser et la rendre plus efficace.

Pour le leader soviétique, qui veut réformer l'économie en profondeur, la tâche sera monumentale. Il demande au parti communiste de renoncer à certains de ses pouvoirs et de ses privilèges et à l'ensemble de la population d'accepter les perturbations et la réalité du chômage.

La question des nationalités en Union soviétique pourrait également, comme nous le voyons déjà dans les républiques baltes et en Arménie, mettre à rude épreuve la démarche de M. Gorbatchev. Fait plus important encore, il nous est impossible de prédire sa réaction à une éventuelle dissidence en Europe de l'Est. Les propos qu'il a tenus au sujet des relations avec les autres pays communistes pendant sa visite en Yougoslavie la semaine dernière sont toutefois un signe positif.